

**26 novembre 2001, Ontario**

**Allocution devant le Toronto Board of Trade**

Madame la présidente, Distingués invités, Membres du corps diplomatique, Mesdames et Messieurs,  
Chers amis,

Pour bon nombre d'entre vous, le terme « ami » s'applique parfaitement, puisque, ayant consacré de nombreuses années à l'économie et aux sciences, j'ai dû me rendre à Toronto, ou vous saluer à Montréal, ayant ainsi eu l'occasion de travailler avec bon nombre d'entre vous et de vous connaître personnellement. Je suis donc heureux de vous voir ici et il m'est très agréable de me trouver avec vous dans cette salle où nous tenterons d'échanger ensemble sur nos visions du Québec d'aujourd'hui et de demain. Mon exposé sera en deux parties. Je vais d'abord vous parler d'économie et de chiffres, pour passer ensuite à l'autre volet de ma carrière, la politique. Je ne sais encore quelle partie fera davantage consensus, mais j'espère que les deux y parviendront.

J'étais chez moi à Verchères, au bord du Saint-Laurent, samedi matin de bonne heure, et je me préparais intellectuellement à venir vous rencontrer, et psychologiquement aussi, car c'est la première fois en six ans qu'un premier ministre du Québec vient prononcer un discours public à Toronto. La dernière fois, c'était Jacques Parizeau. Alors, je préparais d'arrache-pied ce que j'allais vous dire, puis j'ai reçu La Presse, un quotidien montréalais. La une faisait état de la popularité des politiciens et du personnel politique au Québec. Avant Jean Chrétien et Jean Charest et tous les autres, figurait votre humble serviteur en première position! Quelle préparation pour aujourd'hui, là où les choses sont sûrement passablement différentes quant à ma popularité.

Quoi qu'il en soit, je ne suis pas ici pour recueillir des votes. Et avec un minimum d'information, ne serait-ce que par ce que rapporte votre presse à mon sujet, je crois que je ne voterais pas pour moi non plus. Or, au Québec, c'est tout à fait différent. Vous savez, quand on occupe un poste comme le mien, et un grand nombre d'entre vous travaillent dans le secteur public, il faut parler en public plusieurs fois par jour. Vous le savez bien. Et ce n'est pas si simple. Il faut d'abord avoir quelque chose à dire; mais, avec l'expérience et l'aide de fonctionnaires efficaces, on peut régler le problème assez facilement. L'autre défi, c'est de trouver une blague à raconter. La tradition nord-américaine veut qu'on raconte une nouvelle blague à chaque discours. Pas commode. Surtout dans une société de la taille du Québec, avec 7500000 d'habitants, on est assuré que cette blague sera éventée en l'espace de 48 heures. Donc, j'importe de l'étranger, je me sers de nos relations avec l'Europe de l'Ouest. J'en ai une qui pourrait intéresser le Consul général de France et le Consul général de Belgique. Qu'ils écoutent ma blague et ils devront peut-être se débrouiller entre eux après. Alors, la voici. Vous savez que les Français adorent les blagues sur les Belges et aiment se moquer d'eux. Voici donc un exemple de ce type de blague: Qu'est-ce qu'une fondue belge? Réponse: Vous trempez des frites dans de la purée de pomme de terre. Voilà! Mais en fait, les Belges, qui sont des gens intelligents, expliquent pourquoi les Français adorent les blagues belges. Pourquoi? Parce qu'elles sont faciles à comprendre. Aussi simple que ça!

Je veux maintenant aborder le volet économique et financier de mon allocution. Vous savez probablement que lorsque j'étais ministre des Finances, je venais ici tous les ans pour vous le répéter. Au Québec, nos finances publiques sont équilibrées, aucun déficit depuis quelques années, en fait, depuis plus de cinq ans. Pourquoi? Parce que notre dette extérieure était plutôt élevée, soit

100000000000 \$ accumulés, et parce qu'il nous semble inacceptable de faire payer aux générations futures les excès de notre consommation actuelle, ou les résultats de notre mauvaise gestion, si je puis dire. Alors, nos finances publiques sont équilibrées et nous sommes assurés d'avoir, au cours du présent budget, le même équilibre. Quelle que soit la situation économique, parce que nous avons des réserves de près de 10000000000 \$ pour faire face à toute situation difficile. Donc, nous avons toujours cette énorme dette. Mais même cette énorme dette de 100000000000 \$ ne m'empêche pas de dormir la nuit. Pourquoi? Parce que le gouvernement du Québec est le seul actionnaire d'Hydro-Québec. Et d'ici à quelques années, la valeur d'Hydro-Québec atteindra l'équivalent de 100 % de la dette, en actifs, pour la simple raison qu'Hydro-Québec devient, d'année en année, une sorte de planche à billets. Du fait qu'Hydro-Québec, comme son nom l'indique, produit de l'électricité à même l'énergie hydraulique. Vous amortissez votre énorme investissement initial, puis, au bout d'un certain temps, le coût est quasi nul, car le prix de l'énergie étant ce qu'il est, et ce qu'il sera dans l'avenir, devrait sans doute assurer l'équilibre financier.

Quoi qu'il en soit, notre doctrine consiste à gérer avec rigueur et à payer à même nos revenus et nos recettes annuelles nos dépenses de santé, d'éducation, de services sociaux qui représentent, tout comme en Ontario, 80 % de notre budget. Donc, en ce qui concerne notre administration publique, les choses ne vont pas trop mal depuis quelques années.

Sur le plan du développement économique, de la croissance et de la réorganisation, ce fut tout aussi intéressant. C'est pourquoi je puis déclarer ceci: nous ne sommes pas satisfaits, mais contents, vraiment. Pourquoi pas satisfaits? Il y a six ans, le taux de chômage tournait autour de 14 %. Aujourd'hui, il est d'à peu près 8 %. Même le mois dernier, le chômage ne s'est pas aggravé de manière spectaculaire. Peut-être cela viendra-t-il. Heureusement, ce n'est pas encore le cas et les prévisions publiées il y a quelques jours indiquent que le Québec n'entrera pas en récession. Il n'en sera pas loin, mais il n'entrera pas en récession. L'Ontario pourrait entrer en partie dans le scénario récessionniste, mais à peine. Et beaucoup de gens conviennent que la reprise peut être rapide et qu'ensuite, une croissance durable reprenne, comme au cours de l'an dernier.

Voici maintenant quelques faits essentiels sur le Québec. Notre produit intérieur brut est d'environ 200000000000 \$ canadiens. Nous figurons parmi les 20 pays industrialisés de l'OCDE. L'économie du Québec est semblable à celle de la Suisse ou, disons, de la Suède. Au Québec, le PIB par habitant, son produit intérieur brut, est comparable à celui de l'Allemagne et du Japon, et il est supérieur à celui de la France et du Royaume-Uni. Il est inférieur d'environ 20 % à celui de l'Ontario. C'est intéressant, mais il nous manque toujours ce 20 % pour atteindre le niveau de l'Ontario. Le produit national brut du Québec par habitant dépasse de presque 10 % la moyenne de l'OCDE. Le Québec devance en quelque sorte tous les pays du G7 en termes de croissance des dépenses en R & D, et il devance tout le monde sur le plan de la croissance. Depuis 1990, le nombre d'entreprises qui s'occupent de R & D au Québec a plus que doublé. Les dépenses de R & D se situent aujourd'hui à 2,1 % du produit intérieur brut, par rapport à 1,7 % au Canada. Quant aux industries du savoir avancé, elles ont accru leur part du produit intérieur brut. La moitié de la valeur des actifs des produits de haute technologie exportés par l'économie canadienne, proviennent de l'économie québécoise, et nous ne représentons qu'un quart de l'ensemble de l'économie canadienne. Montréal, bien sûr, mais pas seulement Montréal, est au cœur de l'action dans ces secteurs de pointe. D'après une étude de Price Waterhouse, Montréal se classe quatrième en Amérique du Nord sur le plan des emplois par personne dans le secteur de la haute technologie, quatrième sur notre continent. La revue américaine Wired a classé Montréal cinquième au monde des plaques

tournantes de la nouvelle technologie, à égalité avec New York et Seattle, avant Los Angeles, Paris et Tokyo.

Tout ceci, selon moi, s'explique de deux manières. Tout d'abord, vers les années soixante, la société québécoise est passée du plus faible niveau d'éducation parmi les pays développés à un niveau parmi les plus élevés aujourd'hui. C'est là la clé, bien sûr. C'est le facteur déterminant. Actuellement, plus de 80 % des travailleurs ont un diplôme d'études secondaires, et plus de 20 % d'entre eux ont un diplôme universitaire. Au Québec, 81 % des élèves ont obtenu leur diplôme d'études secondaires, par rapport à 79 % dans les pays de l'OCDE, à 74 % aux États-Unis et à 72 % dans l'ensemble du Canada. À Montréal, la proportion d'étudiants universitaires par habitant est plus élevée que, tenez-vous bien, à Boston, Boston qui ne se classe pas dernière sur ce plan. Donc, l'éducation et la formation de la main-d'œuvre, la motivation de la main-d'œuvre et, en plus, un petit accessoire qui aurait pu être un handicap mais qui est devenu un avantage. Je veux parler de la stabilité de cette main-d'œuvre. À cause de notre univers culturel, nous ne nous déplaçons pas autant que les Américains et probablement que les autres Canadiens. C'est tellement vrai qu'une entreprise célèbre qui fabrique un produit au Québec, un produit perfectionné, a un roulement de personnel de 1,7 % par an, alors que dans l'usine américaine de cette même société, le roulement est de 17. Donc, parfois, quand nous disons que c'était un handicap que d'être si différents sur le plan culturel et linguistique du reste du continent, il faudrait ajouter que cela est parfois très rentable. En outre, et c'est là ma deuxième explication de la structure de notre économie, traditionnellement, le Québec est profondément nord-américain de mentalité. Au point que, pendant nombre d'années, et presque encore aujourd'hui, le lien entre le Québec et les États-Unis est devenu si naturel qu'il induit à une certaine confusion. Hé oui!... Un million de personnes de notre population ont une présence permanente dans l'État de Floride. Pas toujours les mêmes, mais ils représentent néanmoins un demi-million. De nombreux explorateurs de l'Amérique, ceux qui ont donné leur nom à des villes d'Amérique du Nord, sont des Québécois, et un certain attachement à ce continent persiste. Par exemple, un Montréalais, de la Mothe Cadillac, a fondé la ville de Detroit. C'est de là que la prestigieuse voiture tient son nom.

Mais les Américains n'ont pas beaucoup de reconnaissance envers nous, parce que dans la maison natale même du Sieur de la Mothe Cadillac, dans le Vieux Montréal, ils ont ouvert un restaurant McDonald; ce genre de choses n'est pas unique dans l'histoire. Tout ceci pour dire que nous nous sommes étroitement liés au courant culturel américain, à la langue dominante de l'Amérique, l'anglais. Surtout du fait que nous avons une minorité anglophone importante et très active à Montréal, avec une institution comme l'université McGill, par exemple. Donc, dans ma génération, habituellement, à l'université, la moitié de nos professeurs avaient un diplôme américain, et l'autre moitié un diplôme d'Europe de l'Ouest. Alors, vous voyez ce curieux mélange lorsque ces gens là rentraient chez eux. C'est ainsi que l'explication se complète : nous sommes reliés aux Nord-Américains, de même qu'à l'Europe de l'Ouest.

L'idéal de Québec et de Montréal consiste, en fait, à maintenir ce lien, sur le plan de l'économie, de la production, de la gestion, de la culture, du mode de vie. C'est pourquoi, et c'est un autre exemple, une étude sur le coût et la qualité de vie démontre qu'on a évalué la qualité de vie de 200 villes et classé Montréal quatrième parmi les villes qui jouissent de la meilleure qualité de vie au monde. Quatrième! Montréal partage cette position avec des villes telles que Bruxelles, Monsieur le Consul général, Brisbane, Paris, Monsieur le Consul général, et Stockholm.

Cela paraît à Montréal. Certains chercheurs américains ont commencé, il y a quelques années, à

préparer un nouvel indice permettant d'évaluer la qualité d'un espace économique. Ils l'ont appelé « l'indice bohémien ». Certains d'entre vous en ont peut-être entendu parler. L'indice bohémien correspond au calcul de toute personne qui se consacre à une activité culturelle dans un espace économique: les écrivains, les chanteurs, les danseurs et quiconque s'occupe de culture. Ils constituent un indice, et cet indice est directement proportionnel à l'indice de haute technologie du même secteur. Intéressant, n'est-ce pas? Vous voyez que Montréal, avec sa qualité de vie, avec Céline Dion, avec le Cirque du Soleil, avec l'Orchestre symphonique de Montréal, avec Plamondon, avec Notre-Dame-de-Paris qui sera joué ce soir à Londres et dans bien d'autres villes du monde. Montréal et le Québec, avec ces traits distinctifs, sont également la terre de la haute technologie, la terre des produits à valeur ajoutée. C'est pourquoi nous ne sommes pas satisfaits, mais contents. Et nous espérons que, si l'économie ne ralentit pas trop et si elle se rétablit rapidement, des années très très intéressantes nous attendent. Nous espérons que cet écart entre le produit national brut par personne du Québec et celui de l'Ontario sera un jour comblé. Alors, livrons-nous à un concours amical sur ce plan. N'allez pas trop vite, sinon nous ne parviendrons pas à vous rejoindre, mais nous ferons de notre mieux. Je crois que, quand un bon jour je reviendrai ici, nous nous amuserons ferme. Voilà pour le volet économique. Passons maintenant au thème de la politique qui, pour moi, dans cette salle, promet d'être plus difficile que l'autre. Mais je veux être franc avec vous. Pour respecter quelqu'un, il faut d'abord dire à cette ou ces personnes ce que vous avez vraiment en tête. Donc, certains d'entre vous vont peut-être trouver ces propos provocants. J'espère que c'est juste dans le sens intellectuel, qu'ils vous provoqueront, je l'espère bien. Mais je le fais encore avec franchise et avec l'attitude la plus amicale qui soit. Oui, depuis les années 1970, j'ai consacré ma carrière politique à tenter de modifier en profondeur la relation entre le Québec et le reste du Canada. Mais, et je l'ai dit dans mon premier discours à Joliette, lorsque je me suis porté candidat il y a de nombreuses années. J'ai complètement oublié ce discours depuis, mais quelqu'un a écrit ma biographie, il y a quelques semaines, et j'ai pu y lire tout mon discours d'alors. Et que disait ce discours à Joliette en 1970? Il exprimait ma volonté que le Québec devienne un pays souverain, mais que je ne suis pas le moins animé par quelque ressentiment que ce soit envers nos amis du reste du Canada, ni du Canada proprement dit, ni de l'histoire du Canada. Depuis ce jour là, ma motivation est positive et je vais maintenant m'expliquer pour ensuite vous céder la parole. Mais, si vous réagissez de manière négative à mon point de vue, je devrai, je crois, vous convaincre d'envisager ma franchise et ma sincérité sous un angle positif.

Si vous voulez bien comprendre pourquoi, depuis 50 ans, nous avons toutes ces discussions sur la soi-disant question du Québec, vous devez être conscients d'un facteur fondamental, qui est un fait et un fait qui fait l'unanimité au Québec: le Québec est une nation. Selon toute norme, selon tout auteur classique qui a écrit sur le sujet, Giller ou Renan ou, pour être plus contemporain, Charles Taylor, de l'université McGill, ou Gérard Bouchard, de l'Université du Québec à Chicoutimi, ou pour La Presse ou pour Le Devoir ou pour Jean Charest ou pour moi-même, le Québec est une nation. Ceci ne veut pas dire que le Manitoba, province honorable et distinguée du Canada, vaut moins que le Québec. C'est une autre optique. L'Ontario est un endroit extraordinaire, avec la même population que la Suède, avec une économie très dynamique, mais je n'ai jamais entendu dire que l'Ontario soit une nation. Pas plus que l'Île-du-Prince-Édouard. La Suède est une nation, le Québec est une nation. Israël est une nation, le Québec est une nation. Les États-Unis sont une très grande nation, le Québec est une nation, et ainsi de suite.

Ce n'est pas de votre faute si vous n'avez pas toujours été conscients de ce fait. Parlons en tout premier lieu d'un grand premier ministre du Canada, Lester B. Pearson. Il n'est pas né à Shawinigan, mais au Royaume-Uni. Il considérait le Québec comme une nation, de toute évidence. Mais, après

l'époque de Pearson, cette notion a fait l'objet d'une grande confusion, la plupart du temps de la part de Québécois, et des plus grands. Pierre Elliott Trudeau, par exemple, disait: « non, vous êtes un groupe de personnes protégées par la Charte et vous avez le statut politique d'une province canadienne, et vous le savez bien. On vous a dit tout cela. »

Robert Bourassa, qui était un homme de bonne foi, et très intéressant, lors des débats sur l'Accord du lac Meech. Vous vous souvenez? Il vous disait ceci: « Le Québec est une société distincte. » Hélas, ce n'est pas le cas. Le Québec n'est pas une société distincte. Le Québec est une nation. Si vous saisissez cette nuance, nous pouvons faire des choses intéressantes pour comprendre le phénomène et en même temps résoudre la question Québec-Canada.

Je dois souligner le fait que cette nation québécoise est à la fois une nation civique et une nation composite. Il ne s'agit pas d'une aventure ethnique comme d'aucuns avaient coutume de le dire ou de l'écrire. Un très petit nombre de Français sont venus de France en Nouvelle-France, probablement 7000, et ils sont plusieurs millions aujourd'hui (il y a plus de Français d'origine québécoise aux États-Unis qu'au Québec). Donc, les francophones sont sans doute 20 000 000 au total; pour en arriver là, nous avons besoin d'aide et nous l'avons obtenue. En partie de la population indigène, des Autochtones, et aussi des Irlandais. On dit que 20 % de la population québécoise a un lien quelconque avec l'Irlande. Un grand nombre d'entre eux ne savaient pas l'anglais quand ils sont arrivés au Québec, parce qu'ils parlaient leur langue à cette époque. Et c'est pourquoi vous avez de nombreux O'Leary au Québec, de O'Neill et de O'Donnell qui ne savent pas un mot d'anglais. Aujourd'hui, à cause de leur niveau d'instruction, un nombre croissant de Québécois sont bilingues, mais ce n'était pas le cas il y a plusieurs années. Il y a plus de juifs marocains à Montréal qu'au Maroc. Je crois qu'il y en a 40 000 à Montréal. Et j'ai eu l'occasion de célébrer l'Hanukah au Maroc avec cette communauté marocaine il y a deux ans environ, et ils étaient 5000. Donc, c'est une société composite qui est le fruit de l'ancienne immigration et de l'immigration plus récente. Et, tout comme le reste du Canada, nous voulons créer une sorte de creuset avec une langue commune. Dans le reste du Canada, c'est l'anglais, au Québec, c'est le français. Le français est de plus en plus la langue courante de presque tout le monde, pas encore tout à fait, mais je crois que pour un anglophone qui vit à Montréal et qui a moins de 50 ans, la connaissance du français doit être la règle absolue aujourd'hui. Donc, rien ne nous presse. C'est une tendance. Alors, la langue courante est le français, la langue officielle est le français, mais la communauté anglophone, qui est une minorité nationale au Québec, est très respectée, très bien intégrée sur bien des plans. Certains de mes amis de Toronto me disent même qu'ils reconnaissent l'anglais que parlent les anglophones de Montréal quand ils viennent à Toronto, parce qu'ils emploient des termes particuliers qui n'ont pas cours à Toronto. Donc, ils sont intégrés avec un arsenal complet d'institutions dans le domaine de l'éducation, de la culture, de la santé, et ainsi de suite. On trouve à Montréal de nombreux bureaux où l'on parle anglais. Bien sûr à l'université McGill, à l'université Concordia, dans tous les collèges, et ainsi de suite. Non seulement sommes-nous fiers de cet état de choses pour des raisons de droits, mais nous sommes aussi très désireux, pour des raisons très pratiques, d'avoir cette communauté anglophone vivante à Montréal, pour nous aider à garder le contact avec les pays anglophones, surtout avec notre continent. Quel pourrait être l'avenir de cette nation et sa relation avec la nation canadienne? Qu'est-ce que mon parti préconise, depuis ses tout débuts, sous divers noms? Lévesque parlait de « souveraineté-association », Parizeau parlait de « partenariat ». Ce que nous avons en tête, c'est une union de type confédéral, de style européen. Ceci signifie que les pays souverains se parlent de manière positive de choses fondamentales en consultation de ce qu'on appelle les quatre libertés: la libre circulation des biens, des services, du capital et des personnes. C'est ce qu'on a en Europe et de manière quasi parfaite. Vous savez qu'un camion peut quitter Stockholm un soir et se rendre à

Brindisi dans le sud de l'Italie sans même s'arrêter à la frontière, parce qu'il existe un périmètre commun de sécurité. À propos, c'est ce que nous réclamons avec l'Ontario et la Colombie-Britannique pour nos relations avec l'Amérique du Nord. Eh bien! les Européens ont créé ce système. Une union forte qui va jusqu'à une monnaie commune que la plupart d'entre eux ont acceptée et qui entrera en vigueur pour les particuliers dès le début de l'an prochain, sauf au Royaume-Uni. Au Royaume-Uni, Tony Blair, avec tout le respect que je dois aux différences, se trouve un peu dans la même position que moi. Je réclame la souveraineté pour le Québec, mais je n'ai pas encore la majorité de l'électorat de mon côté. On n'en était pas loin, 50 % moins 30000 voix la dernière fois. Blair réclame l'entrée en vigueur de l'euro, mais il est minoritaire dans son électorat.

Sa position est pire que la mienne parce qu'il n'est qu'à 20 %. Il n'a que 20 %, tandis que la souveraineté, d'après les récents sondages effectués au Québec, est à 45 % environ. Six mois avant le référendum de 1995, nous étions à 40 %. Nous sommes à 45 % aujourd'hui. Je sais que vous entendez dire régulièrement: « Le séparatisme est mort. » La fois la plus célèbre où cette phrase a été prononcée, ce fut par Pierre Elliott Trudeau lui-même, six semaines avant notre élection en 1976. Je vais tous vous faire très plaisir, j'espère. Je suis prêt à accepter cette phrase, disons, de toutes façons, maintenant: le séparatisme est mort et bienvenue à la souveraineté-association! Ce pourrait être la devise de l'avenir et elle est acceptable à mes yeux. Ceci veut dire la libre circulation des biens, des services, du capital et des personnes. Donc, un camion se rend de Caraquet à Vancouver sans avoir à s'arrêter à quelque frontière que ce soit, sauf pour faire le plein et pour d'autres nécessités. Des institutions communes pour arbitrer les différends, donc un tribunal pour résoudre les problèmes communs; des institutions pour pallier tout déficit démocratique potentiel, pour tout maintenir sous le contrôle de la population avec un système démocratique aussi efficace que possible.

Je crois que sur ces bases, nous pourrions enfin consacrer tous nos efforts à cultiver l'amitié entre le Canada et le Québec, nous servir de notre force mutuelle pour instaurer une coopération exemplaire qui serait enrichissante pour les deux. Voilà 50 ans que nous nous livrons à ce débat et il y a un prix à payer pour cela.

Robert Bourassa, l'ancien premier ministre libéral, a probablement passé la moitié de sa carrière politique à tenter de résoudre le problème Québec-Canada. Par la voie de Meech et de toutes sortes de mécanismes. Bourassa a fait une proposition de ce que j'ai dit, sous la rubrique de ce que nous appelons la question de « Bruxelles ». Quand il était dans cette ville, il a proposé une confédération entre deux États souverains, entre le Québec et le Canada. Bourassa a échoué, Lévesque a échoué de la même manière. Parizeau et Bouchard n'ont pas non plus réussi à régler la question. Puisque, encore une fois, vous ne votez pas au Québec, je ne vous demande pas aujourd'hui d'appuyer quelque mécanisme politique, partisan ou non. Je considérerais ma présence à Toronto comme un succès si seulement vous acceptiez le fait que j'ai exposé des faits indiscutables, économiques ou politiques. Quant au reste, réfléchissez-y!

Réfléchissons-y et évitons toute réaction des deux côtés qui ne servent pas l'amitié, la paix et l'harmonie. En Europe, on a connu pendant un demi-siècle l'horrible mésaventure du protectionnisme, de l'agressivité, une nation contre l'autre et ainsi de suite. En 1957, on a réussi néanmoins, après ces horribles aventures, à signer le Traité de Rome. Heureusement, au Canada, nous n'avons jamais et n'aurons jamais ce genre d'attitude non démocratique, mais, comme nous croyons en la démocratie, servons-nous en pour cultiver l'harmonie, l'amitié et des relations pratiques entre les nations et les gens. Je vous remercie de votre attention.